Inventions patrimoniales et enjeux sociaux

Inventing heritage in the social space

Vincent Veschambre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspective/5846>

DOI : 10.4000/perspective.5846

ISSN : 2269-7721

Éditeur

Institut national d'histoire de l'art

Édition imprimée

Date de publication : 31 juillet 2015

Pagination : 191-198

ISBN : 978-2-917902-26-4

ISSN : 1777-7852

Référence électronique

Vincent Veschambre, « Inventions patrimoniales et enjeux sociaux », *Perspective* [En ligne], 1 | 2015, mis en ligne le 31 janvier 2017, consulté le 01 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/perspective/5846> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/perspective.5846>

Inventions patrimoniales et enjeux sociaux

Vincent Veschambre

– GODONOU, MENGIN, 2013 : Alain Godonou, Christine Mengin, éd., *Porto-Novo : patrimoine et développement*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2013. 560 p., fig. en n. et b. et en coul. ISBN : 978-2-85944-757-1 ; 29 €.

– MINNAERT, 2013 : Jean-Baptiste Minnaert éd., *Périurbains : territoires, réseaux et temporalités*, numéro des *Cahiers du patrimoine*, 102, (colloque, Amiens, 2010), Lyon, Lieux-Dits, 2013. 176 p., 66 fig. en n. et b. et en coul. ISBN : 978-2-362190-66-7 ; 25 €.

– SAINT-PIERRE, 2014 : Caroline de Saint-Pierre éd., *La Ville patrimoine : formes, logiques, enjeux et stratégies*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014. 246 p., 12 pl. ISBN : 978-2-7535-3347-9 ; 20 €.

« Aborder la ville à partir des stratégies et des enjeux patrimoniaux qui prennent de l'importance aujourd'hui un peu partout dans le monde » (SAINT-PIERRE, 2014, p. 16) : tel pourrait être le résumé de la démarche qui caractérise les trois publications recensées ici. Trois ouvrages collectifs qui permettent de croiser les regards (disciplines, contextes géographiques, échelles d'analyse) sur cette production du patrimoine sans laquelle la fabrique urbaine ne peut être comprise. La référence au patrimoine est en effet un levier de valorisation, de développement, de changement d'image et d'attractivité ; pour autant la question de savoir par qui et pour qui s'opère la patrimonialisation demeure importante. S'il est fait mention dans ces ouvrages de quelques formes spectaculaires et nobles, le regard est essentiellement porté sur de nouvelles formes de patrimoine, souvent moins monumentales, moins pérennes, voire éphémères (traces du culte *vodun* ou *vodou*, traditions festives, etc.), que l'on identifie généralement loin des centres de production du patrimoine légitime, à l'échelle mondiale (Afrique, Moyen-Orient, Amérique du Sud, etc.) ou urbaine (banlieues, couronnes périurbaines...).

Des ouvrages collectifs et interdisciplinaires

S'il est un sujet qui se prête à la forme de l'ouvrage collectif, c'est bien celui du patrimoine, aucune discipline, aucun chercheur ne pouvant

rendre compte aujourd'hui à lui seul des processus complexes qui sont à l'œuvre. Parus entre 2013 et 2014, ces trois ouvrages illustrent l'intérêt de confronter des regards, non seulement entre chercheurs de différentes disciplines des sciences humaines, mais plus largement entre chercheurs et « praticiens » au sens large (architectes, urbanistes, ingénieurs, conservateurs du patrimoine, etc.). Ces intersections sont bien présentes dans le numéro 102 des *Cahiers du patrimoine* intitulé *Périurbains : territoires, réseaux et temporalités* (MINNAERT, 2013) et dans l'ouvrage *Porto-Novo : patrimoine et développement* (GODONOU, MENGIN, 2013), illustrant les porosités croissantes et nécessaires entre ces registres de transformation du réel et de production de sens que sont tout autant la recherche et l'« action » (celle des élus, des techniciens, des architectes et urbanistes, etc.). Cette perméabilité est illustrée par la présence significative, parmi les auteurs, d'enseignants d'écoles d'architecture qui constituent des lieux privilégiés d'hybridation entre ces différents registres. Enfin, ces trois livres accueillent des contributeurs divers aussi par leurs origines géographiques, majoritairement européens mais aussi africains et sud-américains.

La ville patrimoine : formes, logiques, enjeux et stratégies

Il s'agit de l'ouvrage le plus universitaire, publié chez les Presses universitaires de Rennes, éditeur qui a sans doute le mieux contribué, depuis de nombreuses années, à la promotion et à la diffusion de la recherche en sciences humaines et sociales en France. Moins diversifiés sur le plan disciplinaire, ses auteurs sont pour la plupart anthropologues (pour moitié) ou sociologues. Si le dépassement des « partages et divisions » disciplinaires est revendiqué (SAINT-PIERRE, 2014, p. 8), cette focalisation sur deux disciplines est sans doute une limite à l'exercice. La diversité n'est pas de mise non plus selon le genre, avec vingt auteures sur vingt et un. Ce profil très féminin exprime un rajeunissement des chercheurs dans ce domaine et un rééquilibrage des genres à l'université, ce qui renouvelle l'approche du patrimoine. Rendant compte de la journée d'étude du 15 juin 2012 intitulée « La mise en jeu du patrimoine dans la configuration de la ville d'aujourd'hui : programme de coopération scientifique avec l'Argentine »,

1. Les nefs des anciens chantiers navals Dubigeon à Nantes (mai 2008).

ce livre rassemble des textes relativement courts et souvent incisifs, dans un format facile d'utilisation.

Dans son introduction, Caroline de Saint-Pierre revendique une démarche qui, tout en étant large, demeure cohérente : « aborder le patrimoine tel qu'il se vit et se fabrique aujourd'hui au quotidien, quels que soient les objets, les échelles, les acteurs » (SAINT-PIERRE, 2014, p. 9). Le livre est constitué d'une succession d'études de cas, portant sur des contextes urbains variés, principalement européens (Berlin, Moscou, Paris, Lille, Nantes, Firminy), mais aussi arabo-musulmans (Casablanca, Beyrouth et Abou Dhabi) et argentins (Buenos Aires), exemples qui montrent que la question patrimoniale croise nécessairement celle du développement et de la transformation des villes. En ciblant majoritairement des métropoles de niveau mondial, l'ouvrage révèle l'impact de la circulation des humains – le rôle d'acteurs extérieurs est souvent décisif dans la reconnaissance patrimoniale –, des idées et des modèles de mise en valeur. Les contributions sont organisées selon trois parties. Sous l'intitulé « Mises en formes symboliques du passé dans les centres villes », sont regroupés des cas d'étude où s'opère un tri significatif des objets et des lieux du passé mis en valeur (p. 23-90), les exemples de Berlin et de Beyrouth étant de ce point de vue particulièrement éloquent. Sous le titre « Mise en scènes architecturales, culturelles et artistiques » (p. 91-182), la deuxième partie traite de l'enjeu que représente l'émergence d'objets patrimoniaux nouveaux dans la concurrence entre villes. Sont ainsi rapprochés les processus de patrimonialisation à l'œuvre dans deux immeubles de logements sociaux signés Le Corbusier, à Rezé et à Firminy, le label Unesco étant ardemment recherché dans le second cas. À Nantes, ville abordée par Anne Brossé et Amélie Nicolas, l'événementiel est depuis longtemps assumé comme « accélérateur de la fabrication de produits patrimoniaux »

(p. 94 ; fig. 1), tandis qu'à Abou Dhabi, la problématique patrimoniale est intégrée à une logique de marchandisation poussée à son comble, à travers la promotion d'une marque territoriale. Enfin, sous le signe de la « Mise en récits de séquences urbaines » (p. 183-242) sont analysés des exemples où le patrimoine est utilisé comme levier de valorisation foncière et d'éloignement de populations ou d'activités jugées indésirables (comme dans les quartiers de Puerto Madero ou de San Telmo à Buenos Aires), mais aussi, parfois, comme facteur de résistance de la part de populations pauvres, comme c'est le cas dans l'ancienne cité soviétique de Sokol, que des « nouveaux russes » veulent s'approprier et transformer.

Périurbains : territoires, réseaux et temporalités

Publié dans les *Cahiers du patrimoine*, *Périurbains : territoires, réseaux et temporalités* est également issu de journées d'étude, les quatrième journées nationales de l'Inventaire général du patrimoine culturel (MINNAERT, 2013)¹. Compte tenu de l'ouverture de ces journées aux différents acteurs des politiques patrimoniales, on peut noter la présence d'intervenants variés, dans une logique de recherche appliquée, faisant appel aux disciplines des sciences humaines et sociales, aux méthodes de l'inventaire, ainsi qu'à l'expérience d'acteurs des services de l'État, des collectivités territoriales ou en libéral. L'ouvrage débute ainsi par un état de l'art : l'histoire de l'art (Jean-Baptiste Minnaert), la géographie

(Laurent Cailly), l'histoire (Annie Fourcaut), la sociologie (Marie Muselle) et le droit (Vincent Negri) sont convoqués pour construire l'objet « périurbain » hors des jugements de valeur. Aux regards scientifiques s'ajoutent les points de vue opérationnels (avec le conservateur du patrimoine Bernard Toulhier par exemple) et artistiques (du photographe Philippe Ayrault, etc.), qui complètent le tour d'horizon afin de rendre compte de « la complexité [...] du statut épistémologique du périurbain » (MINNAERT, 2013, p. 153).

Le périurbain (ou « les périurbains » pour reprendre le titre, en référence à la fois à la diversité de ces espaces et aux populations qui les habitent) est fréquemment considéré comme l'espace anti-patrimonial par excellence², ce qui pose la question des valeurs patrimoniales à notre époque (et de leurs évolutions). Cet espace représente incontestablement un nouveau champ d'investigation pour une institution comme l'Inventaire, qui ne s'y aventure vraiment que depuis le début des années 2000 et qui s'est longtemps déployée dans les espaces ruraux – où il a forgé ses méthodes – puis dans les espaces urbains à partir des années 1980, en laissant de côté ces espaces de l'entre-deux. Dans le même temps, compte tenu de l'évolution qu'a subie l'Inventaire, de « l'ancien au récent », « du monument historique aux nouveaux patrimoines » et de « l'esthétique aux sciences humaines » pour reprendre les termes de Nathalie Heinich dans *La Fabrique du patrimoine*³, il était logique que ses chercheurs confrontent un jour les préoccupations de disciplines comme la géographie ou l'anthropologie en traitant de ces dynamiques périurbaines. La décentralisation de ce service a également contribué à la prise en compte par les conservateurs de l'Inventaire des attentes des élus et des techniciens concernant ce type d'espaces : il s'agit d'évaluer le « potentiel patrimonial » de ces périphéries, pour lesquelles un objectif de lutte contre la banalisation des paysages est volontiers affiché.

Cet ouvrage entend préciser en quoi l'Inventaire peut contribuer à la réflexion collective engagée sur le périurbain depuis plus (pour la géographie) ou moins (pour la sociologie et l'histoire) longtemps. À travers ses méthodes qui l'orientent vers l'élément exceptionnel (*unicum*) comme la série, vers l'étude monographique que de l'édifice tout autant que l'analyse des territoires

et des paysages, l'Inventaire apparaît bien placé pour examiner le « banal » constitutif de ces territoires périurbains (lotissements, espaces standardisés, etc.). Comme l'écrit Francis Rol-Tanguy, il s'agit d'identifier ce « patrimoine banal qui ordonne le territoire et permet de nommer les lieux » (MINNAERT, 2013, p. 116). Selon Philippe Ayrault, il ne faut pas oublier que les méthodes de l'Inventaire permettent d'analyser « l'étalement urbain » comme « étagement historique » (p. 78) et donc de mieux repérer la richesse et la complexité de ces espaces. Plusieurs auteurs pointent également les enjeux de renouvellement méthodologique pour l'Inventaire, étant donné la nécessité, dans ce type d'espace, de capter les transformations et de construire ainsi un autre regard, un autre vocabulaire.

Cet ouvrage offre finalement une réflexion autant sur la notion de « patrimoine » que sur celle de « périurbain », ces deux objets s'éclairant mutuellement. Même si les contributeurs cherchent à écarter la tentation du « tout-périurbain » (p. 161), ils ne l'évitent pas dans les faits, amalgamant sous cette appellation des espaces périphériques qui relèvent nettement de la catégorie « banlieue »⁴ et des espaces en contexte extra-européen (cités ouvrières de Lubumbashi) aux dynamiques très éloignées de celles observées dans le contexte français.

Porto-Novo : patrimoine et développement

Dirigé par Alain Godonou (conservateur du patrimoine) et Christine Mengin (historienne), *Porto-Novo : patrimoine et développement* est un ouvrage constitué de trente-deux contributions, pour moitié d'universitaires (de toutes disciplines des sciences sociales) et de praticiens, d'Européens et d'Africains (GODONOU, MENGIN, 2013). À partir d'une expérience concrète et ciblée de mise en valeur patrimoniale, il faut noter la diversité des points de vue, les uns plus consensuels et optimistes (voir celui de Didier Houénoudé), les autres plus critiques (voir celui de Saskia Cousin)⁵, ce qui rend l'ouvrage particulièrement passionnant.

Cette publication est un retour sur une expérience menée, en lien avec l'Unesco, dans le cadre de la coopération décentralisée (Lyon-Porto-Novo), au sein du réseau Patrimoine et développement. L'exemple de Porto-Novo est

2. La grande mosquée de Porto-Novo construite en 1935, exemple de l'architecture afro-brésilienne.

particulièrement pertinent pour interroger les évolutions de la notion de patrimoine dans un contexte désormais mondialisé et pour questionner l'articulation entre patrimoine et développement (forcément « durable »), le patrimoine étant défini comme « objet de conciliation entre les objectifs sociaux, économiques et environnementaux » (p. 281). Il s'agit en d'autres termes de préciser à quoi et à qui peut servir le patrimoine, en tant que vecteur de revalorisation de certains espaces.

Porto-Novo, capitale historique et officielle du Bénin fondée au XVII^e siècle par des marchands d'esclaves, est une ville de 300 000 habitants bien éloignée par ses ambiances et son paysage urbain des grandes métropoles portuaires de l'Ouest africain. Elle se caractérise par la diversité de ses héritages, à la fois matériels (architectures royales, afro-brésiliennes, coloniales, vernaculaires, etc. ; fig. 2) et immatériels (elle est la matrice du *vodun* ou *vaudou* exporté durant la traite au Brésil et dans les Caraïbes ; p. 137). Cette ville, dont le « charme » est lié à un relatif déclin depuis l'indépendance (la déshérence du centre explique sa conservation), est vantée par ses promoteurs sans pour autant receler des ressources patrimoniales spectaculaires susceptibles de la placer à court terme sur les cartes mondiales du tourisme culturel. Même si cette richesse n'est pas négligeable, cette capitale présente un certain nombre de handicaps en matière de prise de conscience et de mise en valeur de ses ressources : pauvreté des habitants du centre historique, complexité du

statut foncier, inefficacité de la législation, tentation de moderniser la ville par les élites politiques mais aussi par les habitants en vue de réaffirmer son statut de capitale. La dimension idéologique des politiques patrimoniales ressort de manière remarquable dans l'ouvrage. Par exemple, la diversité des traces complexifie le processus de patrimonialisation et rend l'instrumentalisation du patrimoine plus délicate : comment intégrer à la fois la période esclavagiste,

le retour des esclaves brésiliens affranchis, la colonisation, etc. dans un récit simple et valorisant pour la capitale négligée d'un État encore jeune ?

En résumé, ces analyses approfondies soulèvent la question de la pertinence du patrimoine en tant qu'instrument pour inscrire la ville dans une logique de développement durable, c'est-à-dire générant des ressources à la fois économiques et symboliques pour le plus grand nombre de ses habitants qui en sont démunis.

Portée par l'École du patrimoine africain à partir de 2001, la politique de mise en valeur du patrimoine de Porto-Novo repose pour l'essentiel sur la mise en œuvre d'un inventaire, puis la réhabilitation sous forme de chantier-pilote d'une ancienne Maison de commerce afro-brésilienne du début du XIX^e siècle, inaugurée en tant que Maison du patrimoine et du tourisme en 2007.

L'ouvrage est organisé en cinq rubriques. Un premier temps permet de retracer le développement historique de Porto-Novo, puis le processus de patrimonialisation et ses leviers sont analysés. La troisième partie rend compte des enjeux et des modalités d'appropriation de ce patrimoine par la médiation. La quatrième permet d'aborder de front les considérations socio-économiques et politiques dans lesquelles se joue cette patrimonialisation. Enfin, quatre textes proposent des mises en perspective autour de la culture, de la valeur, de la lutte contre la pauvreté, qui auraient d'ailleurs mérité d'être positionnées en amont pour pouvoir ensuite résonner par rapport à l'exemple analysé.

Ces trois ouvrages nous permettent à la fois de revenir sur certains des enjeux fondamentaux des études patrimoniales et d'identifier des tendances nouvelles à l'œuvre dans la manière de penser, de définir le patrimoine en ce début de XXI^e siècle.

Patrimonialisation et enjeux sociaux

Pouvant être définie comme un processus de revalorisation, à la fois symbolique et économique, d'héritages (et donc d'espaces) ayant perdu leur valeur d'usage⁶, la patrimonialisation est inévitablement liée à des enjeux d'appropriation de ces espaces et de ces valeurs : comme le résume Pascal Garret, « patrimonialiser, c'est s'approprier pour posséder » (SAINT-PIERRE, 2014, p. 65). Initiée par des acteurs clairement identifiés dans ces travaux, la patrimonialisation entraîne une redistribution des cartes du jeu social : gentrification, légitimation de nouvelles élites, etc.

À Casablanca, des architectes formés en France sont à l'origine du changement de regard sur l'héritage colonial (SAINT-PIERRE, 2014, p. 57-72). À Porto-Novo, le caractère exogène des projets de patrimonialisation (Inventaire, École du patrimoine africain, Maison du patrimoine et du tourisme, etc.) est patent, sans qu'il soit possible de parler d'une appropriation par les élites politiques traditionnelles ou plus récentes. Même si la ville communique aujourd'hui sur le patrimoine, comme le soulignent plusieurs auteurs (Saskia Cousin ainsi que Élisabeth Dorier, Cédric Tafuri et Noukpo Agossou dans GODONOU, MENGIN, 2013⁷), elle n'en fait pas une priorité en termes d'investissements. Les premières réhabilitations, qui se veulent emblématiques, n'ont pas encore d'impact sur le peuplement de la ville ancienne. Cette politique de mise en valeur patrimoniale ne vise pas explicitement l'éloignement des pauvres : comme l'écrit Christine Mengin, il s'agit officiellement de maintenir dans les quartiers populaires les habitants dépositaires de la mémoire collective, « qui en sont l'âme » (p. 24).

À Beyrouth (SAINT-PIERRE, 2014, p. 24-38), la reconstruction et la patrimonialisation sélective qui l'a accompagnée se sont au contraire traduites par la dépossession des anciens habitants et propriétaires du centre historique, avec dans le même temps l'effacement du « cadre social de la mémoire collective », pour reprendre la terminologie proposée par Maurice Halbwachs⁸.

Concernant Buenos Aires, María Florencia Girola, María Paula Yacovino et Mercedes González Bracco parlent « d'activation patrimoniale » pour décrire un processus visant à attirer les populations nouvelles qui seraient légitimes et à exclure celles qui seraient indésirables (SAINT-PIERRE, 2014, p. 183-200). Pour préciser ce phénomène, les auteurs posent la question de « qui définit ce qui est patrimoine ? » (p. 184). Ils repèrent ainsi l'augmentation de la valeur patrimoniale et foncière dans l'ancien port de la capitale argentine, l'articulation difficile entre la lutte pour le droit au logement et la revendication patrimoniale à San Telmo (centre historique), ou encore la logique de « patrimonialisation défensive » dans un quartier périphérique, où certains habitants veulent éviter des transformations jugées indésirables, dues à la dynamique de l'activité textile.

La même logique est à l'œuvre dans certains espaces périurbains français, où le substrat patrimonialisable (architecture rurale, édifices, paysages ruraux, etc.) peut servir à légitimer la sanctuarisation (logique de « clubbisation » décrite par Éric Charmes⁹), en évitant de nouvelles constructions et des changements sociaux.

Plutôt pratiquées par les classes moyennes, en l'occurrence, ces formes de protection ou de résistance par l'instrumentalisation du patrimoine sont parfois mobilisées par des classes populaires, comme on peut le constater dans le cas argentin et plus largement dans l'ensemble de l'Amérique du Sud¹⁰. C'est ce qui est décrit également à propos de l'ancienne cité soviétique de Sokol, que les nouvelles élites moscovites tentent de s'approprier (voir la contribution de Sarah Carton De Grammont dans SAINT-PIERRE, 2014, p. 201-218 ; fig. 3).

3. Vue actuelle de la cité-jardin de Sokol, près de Moscou, réalisée en 1923 par Nikolai Markovnikov (2011).

Reste à savoir jusqu'où la patrimonialisation, au lieu d'être un vecteur de gentrification comme c'est spontanément le cas partout dans le monde, peut être un moyen d'émancipation et de développement pour des populations pauvres. C'est toute la question soulevée à propos de Porto-Novo : plusieurs auteurs (Alain Kisito Métodjo, Victoire Adegbi) montrent que, si la mobilisation sociale est possible – par exemple autour de l'Inventaire – elle reste limitée dans sa capacité à peser sur l'application des lois de protection.

Nouvelles formes et conceptions du patrimoine

Le détour par les villes du Sud, par des espaces de banlieue (comme à Rezé et à Firminy ; fig. 4) ou par des espaces périurbains français est instructif pour comprendre les conceptions du patrimoine du point de vue des mutations contemporaines.

Dans ces différents contextes, c'est la patrimonialisation « de l'informel et du banal » (MINNAERT, 2013, p. 143), de « ces constructions aux matériaux éphémères [...] éloignées des critères formels et monumentaux en vigueur » (GODONOU, MENGIN, 2013, p. 31) qui est en jeu et non la célébration d'un bâti prestigieux, comme cela a longtemps prévalu en Europe, du XIX^e siècle aux années 1960-1970. C'est à une autre approche du patrimoine, à « une réflexion sur le banal comme catégorie patrimoniale » (MINNAERT, 2013, p. 143) que nous convient ces ouvrages.

Dans le contexte périurbain français, caractérisé par l'absence de repères monumentaux, Francis Rol-Tanguy juge important de faire

un inventaire des « petites choses », ce qui « permet de renouer avec l'histoire des lieux et de protéger ce qui constitue des références pour la population » (MINNAERT, 2013, p. 115). Il considère même que la culture savante est inopérante pour décrire et comprendre cette architecture ordinaire.

C'est ce qui ressort également de la démarche menée à Porto-Novo : même si l'inventaire y est mené par des spécialistes, dans le cadre de l'École du patrimoine africain, la confrontation avec le terrain et les habitants a fait émerger des catégories de patrimoine inattendues (architecture afro-brésilienne, vernaculaire, etc.). Outre la question du bâti, celle du végétal, par exemple les arbres à Porto-Novo¹¹, et plus largement celle du paysage, comme le développent plusieurs auteurs de l'ouvrage *Périurbains*, sont également caractéristiques de cette ouverture à ce qui n'est pas monumental et au changement d'échelle du regard « patrimonialisateur ».

Au-delà des innovations caractérisant le passage du monument au patrimoine dans le dernier quart du XX^e siècle, c'est l'affirmation de la dimension immatérielle du patrimoine qui semble caractériser le plus fortement le début du XXI^e siècle.

Selon plusieurs observateurs de Porto-Novo, l'émergence de cette notion de patrimoine immatériel, d'emblée portée au plan mondial par l'Unesco, permet de regarder autrement les héritages africains : selon Christine Mengin, « cette interaction entre patrimoine matériel, visible, bâti et patrimoine immatériel ou invisible forge la spécificité de la ville africaine » (GODONOU, MENGIN, 2013, p. 32). En l'occurrence, comme le rappelle Alain Sinou, le *vodun* caractérise et marque l'espace urbain : « La multitude de lieux de culte *vodun* dans la cité montre que le rapport au passé ne s'institue pas seulement par la conservation des signes matériels mais s'exprime également par des pratiques, tout autant culturelles que religieuses, encore très vivantes aujourd'hui » (GODONOU, MENGIN, 2013, p. 153). Ce sujet pourrait nourrir à lui seul plusieurs débats actuels sur le patrimoine. Une pratique vivante peut-elle être assimilée à du patrimoine, si l'on considère que la rupture et la réappropriation (et donc le changement de sens) sont constitutives du processus de

4. L'unité d'habitation de Firminy-Vert de Le Corbusier (1965) dominant la ville (octobre 2010).

patrimonialisation ? Sauf à considérer que les bouleversements spatiaux en cours et l'effacement de certains marqueurs (dont les arbres) affectent justement la transmission et menacent la tradition ? Peut-on d'ailleurs isoler la dimension immatérielle d'une pratique religieuse telle que celle-ci, alors qu'elle se matérialise de façon diffuse à travers un certain nombre « d'artefacts destinés à stimuler la mémoire » (GODONOU, MENGIN, 2013, p. 184) ?

Si la question de la dimension immatérielle du patrimoine est bien présente dans ces trois ouvrages (voir aussi l'exemple de Lubumbashi dans *Périurbains*, et les chapitres sur la « parisianité » ou la marque Abu Dhabi dans *La Ville patrimoine*¹²), plusieurs chercheurs insistent sur le caractère non opératoire d'une distinction matériel/immatériel. Selon Christine Mengin, « une des caractéristiques du patrimoine africain tient à ce qu'il mêle visible et invisible » (GODONOU, MENGIN, 2013, p. 35). Ne faudrait-il pas plutôt dire que l'intérêt du contexte africain est de révéler cela de manière explicite, pour nous amener à penser cette imbrication dans d'autres contextes ?

Si cette différenciation est réfutée par de nombreux chercheurs, son succès est symptomatique. En d'autres termes, il conviendrait de se demander à quoi sert l'opposition entre patrimoine matériel et patrimoine immatériel. Certainement à favoriser la patrimonialisation dans des contextes dépourvus de monumentalité à l'Occidentale. Mais aussi, de manière plus pernicieuse, à faire croire que des modalités plus immatérielles (même si elles se matérialisent au moins dans les corps), telles qu'elles se déploient par exemple dans certains événements festifs de Buenos Aires, auraient tout autant de légitimité que d'autres plus classiques, alors que leur caractère éphémère – typique des classes populaires¹³ – « ne fait pas le poids » par rapport à l'inscription dans l'espace et dans la durée de repères patrimoniaux, vecteurs et révélateurs d'inégalités sociales.

Même s'il faut garder un regard critique sur le succès de la notion, le détour par l'immatériel a le mérite de remettre au cœur des analyses la question de l'habiter, des pratiques sociales et des formes d'appropriation populaires. Tenir ensemble l'habitat et l'habiter permet par exemple

5. Carte postale montrant la cité ouvrière de la Gécamines (Société générale des carrières et des mines) à Lubumbashi.

d'affirmer la légitimité de l'appropriation de la cité ouvrière de Lubumbashi (fig. 5)¹⁴ par ses habitants originels, mais aussi de la transformation des maisons. Cette question de la transformation est aussi caractéristique des conceptions du patrimoine qui s'affirment aujourd'hui. Une vision qui serait plus dynamique, moins tournée vers l'authenticité : Rémy Knafou parle à ce propos de « conservation créatrice » (GODONOU, MENGIN, 2013, p. 481). La figure de l'artiste est à ce propos régulièrement convoquée dans ces ouvrages, aux côtés des conservateurs et des restaurateurs, comme garant d'une réinterprétation valorisante d'un héritage à transmettre.

1. Ces journées nationales de l'Inventaire général sont organisées depuis la décentralisation de ce service (loi du 13 août 2004).

2. Comme le rappelle Laurent Cailly, la périurbanisation contribue de manière décisive à la patrimonialisation des héritages ruraux.

3. Nathalie Heinich, *La Fabrique du patrimoine : de la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, 2009.

4. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, la banlieue est constituée des communes périphériques agglomérées à la commune centre.

5. Didier Houénou, « La protection du patrimoine à Porto-Novo : l'action de la Maison du patrimoine et du tourisme », dans GODONOU, MENGIN, 2013, p. 299-314 ; Saskia Cousin, « Extension du domaine de la restauration. Porto-Novo capitale : entre vision patrimoniale, modernité vodun et regard touristique », dans GODONOU, MENGIN, 2013, p. 441-460.

6. À propos de la patrimonialisation en espace périurbain, Marie Muselle parle d'une « certaine sublimation de la campagne au moment où celle-ci disparaît » (MINNAERT, 2013, p. 33).

7. Cousin, 2013, cité n. 5 ; Élisabeth Dorier, Cédric Tafuri, Noukpo Agossou, « Enjeux des dynamiques de

patrimonialisation à l'heure de la décentralisation », dans GODONOU, MENGIN, 2013, p. 241-264.

8. Voir Halbwachs Maurice, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, (1925) 1994.

9. Voir Éric Charmes, « Au-delà du rêve de village : le club et la clubbisation », dans *Métropolitiques*, 16 mai 2011, publié en ligne : www.metropolitiques.eu/Au-dela-du-reve-de-village-le-club.html (consulté le 9 juin 2016).

10. Voir par exemple François Tomas, « Les temporalités du patrimoine et de l'aménagement urbain », dans *Géocarrefour*, 79/3, 2004, p. 197-210, publié en ligne : <http://geocarrefour.revues.org/722> ; DOI : 10.4000/geocarrefour.722 (consulté le 26 mai 2015).

11. Par exemple les arbres à Porto-Novo, avec ce bois sacré transformé en jardin botanique par le colonisateur.

12. Johan Lagae, Sofie Boonen, « Décoloniser l'espace (péri)urbain en République démocratique du Congo : le cas de Lubumbashi », dans MINNAERT, 2013, p. 141-151 ; Sophie Chevalier, Emmanuelle Lallement, « La 'parisianité' comme patrimoine partagé : la ville, ses résidents secondaires et son mythe » ; et Sophie Corbillé, « Les marques territoriales : opérateurs de patrimoine en contexte globalisé. Le cas d'Abou Dhabi », dans SAINT-PIERRE, 2014, p. 58-72 et 148-162.

13. Voir Michel Verret, *Chevilles ouvrières*, Paris, 1995.

14. On pourra se référer dans le contexte français au livre de François Duchêne éd., *Cités ouvrières en devenir : ethnographies d'anciennes enclaves industrielles*, Saint-Étienne, 2010.

Vincent Veschambre, École nationale supérieure d'architecture de Lyon/EVS-LAURE (UMR CNRS 5600)
vincent.veschambre@lyon.archi.fr